



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES
GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN,
DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR
AMBT

mardi

06-01-2004

Après-midi

dinsdag

06-01-2004

Namiddag

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders en Spirit
VLAAMS BLOK	Vlaams Blok
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair document van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)
CRABV	Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)	CRABV	Beknopt Verslag (op blauw papier)
PLEN	Séance plénière (couverture blanche)	PLEN	Plenum (witte kaft)
COM	Réunion de commission (couverture beige)	COM	Commissievergadering (beige kaft)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.leChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@leChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la
Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la
Politique des grandes villes et de l'Egalité des
chances sur "le travail en OISP et EFT des
demandeurs d'asile" (n° 1024) 1

Orateurs: **Zoé Genot, Marie Arena**, ministre
de la Fonction publique, de l'Intégration
sociale, de la Politique des grandes villes et
l'Egalité des chances

Question et interpellation jointes de 2
- Mme Marie Nagy à la ministre de la Fonction
publique, de l'Intégration sociale, de la Politique
des grandes villes et de l'Egalité des chances
sur "l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat au sujet de
la procédure de nomination des 10 directeurs
des établissements scientifiques fédéraux"
(n° 1038) 2

- M. Servais Verherstraeten à la ministre de la 2
Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la
Politique des grandes villes et de l'Egalité des
chances sur "l'arrêt de suspension du Conseil
d'Etat concernant une procédure de nomination
dans le cadre des nominations Copernic"
(n° 163)

Orateurs: **Marie Nagy, Servais
Verherstraeten, Marie Arena**, ministre de la
Fonction publique, de l'Intégration sociale, de
la Politique des grandes villes et l'Egalité des
chances

Motions 9

INHOUD

Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister
van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke
Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen
over "de tewerkstelling van asielzoekers in
instellingen voor sociaal-professionele
inschakeling en ondernemingen voor opleiding
door arbeid" (nr. 1024) 1

Sprekers: **Zoé Genot, Marie Arena**, minister
van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke
Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke
Kansen

Samengevoegde vraag en interpellatie van 3
- mevrouw Marie Nagy aan de minister van 3
Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie,
Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het
arrest van de Raad van State in verband met de
benoemingsprocedure van de 10 directeurs van
de federale wetenschappelijke instellingen"
(nr. 1038)

- de heer Servais Verherstraeten tot de minister 3
van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke
Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen
over "het schorsingsarrest van de Raad van State
betreffende een benoemingsprocedure in het
kader van de Copernicus-benoemingen"
(nr. 163)

Sprekers: **Marie Nagy, Servais
Verherstraeten, Marie Arena**, minister van
Ambtenarenzaken, Maatschappelijke
Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke
Kansen

Moties 9

**COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE**

du

MARDI 6 JANVIER 2004

Après-midi

**COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT**

van

DINSdag 6 JANUARI 2004

Namiddag

La séance est ouverte à 14.38 heures par Thierry Giet, président.
De vergadering wordt geopend om 14.38 uur door Thierry Giet, voorzitter.

Le **président**: A l'entame de cette année 2004, je me permets de vous présenter à tous mes meilleurs vœux, en espérant que notre travail soit productif.

01 Question de Mme Zoé Genot à la ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances sur "le travail en OISP et EFT des demandeurs d'asile" (n° 1024)

01 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de tewerkstelling van asielzoekers in instellingen voor sociaal-professionele inschakeling en ondernemingen voor opleiding door arbeid" (nr. 1024)

01.01 Zoé Genot (ECOLO): Monsieur le président, madame la ministre, nous revenons un peu sur votre ancien terrain. La réforme du parcours d'insertion que vous avez initiée en Wallonie est en cours et un nouveau décret balisant le travail des Entreprises de Formation par le Travail et des Organismes d'Insertion Socioprofessionnelle va être abordé par le parlement wallon.

A l'heure actuelle, il semblerait qu'il y ait un certain flou par rapport à la possibilité pour les candidats réfugiés non reconnus - ceux dont la procédure est en cours, qui sont déboutés ou qui se trouvent devant le Conseil d'Etat - de participer à ces formations. Celles-ci présentent un intérêt certes formatif mais aussi en tant que lien social et de plus, elles permettent de recevoir un petit supplément financier dans un certain nombre de cas.

Je voudrais donc y voir un peu plus clair dans ce domaine et savoir, si c'est dans vos prérogatives, s'il n'est pas possible de régler ce problème de manière assez rapide.

01.02 Marie Arena, ministre: Je vous remercie pour cette question. Vous savez que j'ai été particulièrement attentive à la réforme des OISP et des EFT au niveau wallon. La proposition de décret qui a été mise sur la table a déjà élargi la possibilité de la formation professionnelle pour les personnes qui sont dans une procédure mais elle n'a pas pu aller jusqu'au bout et reprendre l'ensemble des publics. Vous savez qu'aujourd'hui, les publics qui peuvent aller en formation sont les demandeurs d'asile reconnus recevables. Ceux-ci peuvent bénéficier

01.01 Zoé Genot (ECOLO): De hervorming van het inschakelingsparcours die u in Wallonië op de rails gezet heeft, krijgt stilaan haar beslag. Het Waalse Parlement buigt zich eerdaags over een voorstel van decreet betreffende de ondernemingen voor opleiding door arbeid (EFT) en de organen voor sociaal-professionele inschakeling (OISP).

Mogen niet-erkende kandidaat-politieke vluchtelingen een beroep doen op die instanties? Daarover bestaat twijfel. Hoe zit dat?

01.02 Minister Marie Arena: Toen ik nog bevoegd was bij het Waalse Gewest, hield dat vraagstuk mij al bezig. Met het voorstel van Waals decreet wordt de opleiding bij de EFT's en OISP's al laagdrempeliger gemaakt.

des formations professionnelles et obtenir un permis de travail. Bien entendu, comme vous le savez, la formation professionnelle est liée à la notion d'emploi potentiel. C'était la raison pour laquelle on a pu défendre auprès du gouvernement et du parlement wallons cette possibilité de formation.

La possibilité d'utiliser les OISP et les EFT comme étant des organismes de formation pour ces personnes relève de critères définis au niveau du parlement et du gouvernement wallons. Il n'est donc pas dans mes prérogatives, en tant que ministre fédéral responsable de l'accueil des demandeurs d'asile, de pouvoir modifier à l'origine ces critères de sélection au niveau wallon.

Par contre, nous entendons, dans le cadre de l'amélioration de l'accueil des demandeurs d'asile, utiliser la formation comme un outil d'une meilleure intégration et d'une meilleure utilisation du temps pendant lequel ils sont effectivement en Belgique. Comme vous le savez, nous sommes en train de travailler aujourd'hui sur un dispositif-cadre d'amélioration de l'accueil des demandeurs d'asile et, dans le cadre de ce dispositif, des contacts ont été pris avec les Communautés et les Régions pour voir s'il était possible d'établir des partenariats entre l'Etat fédéral et les Communautés et les Régions pour réaliser ce type de formations professionnelles auprès des publics demandeurs d'asile.

Je sais qu'il y a déjà des expériences-pilotes dans ce sens, par exemple avec le VDAB, pour des formations à l'apprentissage de la langue. Mais, en fait, ces formations ne sont pas réalisées sur les crédits de fonctionnement du VDAB, donc des crédits régionaux, mais bien sur base de crédits utilisés dans des partenariats entre le fédéral et le VDAB. C'est donc du vrai partenariat en matière de formation. C'est là-dessus que nous souhaitons travailler: non pas modifier les critères d'un outil régional mais, au contraire, réaliser un partenariat avec ce même outil régional pour aller dans le sens d'un meilleur accueil des demandeurs d'asile.

Ceci devrait pouvoir répondre à votre préoccupation et à la nôtre qui est de faire du social avec ces personnes.

01.03 Zoé Genot (ECOLO): Madame la ministre, j'espère que tout cela sera de nature à clarifier les compétences au niveau wallon car la balle était rejetée dans le camp fédéral.

J'avais entendu, dans le cadre du débat sur les Afghans, qu'on parlait de leur octroyer une boîte à outils. Je pense que si les partenariats que vous évoquez en terme de formation entre le fédéral et le VDAB pouvaient être élargis au niveau de l'ORBEM et du FOREM, ce serait nettement plus souhaitable. Nous allons donc attendre vos propositions.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Question et interpellation jointes de

- Mme Marie Nagy à la ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances sur "l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat au sujet de la procédure de nomination des 10 directeurs des établissements scientifiques fédéraux" (n° 1038)

- M. Servais Verherstraeten à la ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Egalité des chances sur "l'arrêt de suspension du Conseil d'Etat concernant une procédure de nomination dans le cadre des nominations Copernic" (n° 163)

02 Samengevoegde vraag en interpellatie van

- mevrouw Marie Nagy aan de minister van Ambtenarenzaken. Maatschappelijke Integratie.

Asielzoekers wier aanvraag ontvankelijk werd verklaard, kunnen een beroepsopleiding volgen en een werkvergunning krijgen. Dat geldt vooralsnog niet voor asielzoekers van wie de aanvraag nog niet ontvankelijk werd verklaard en nog wordt onderzocht. Daarvoor gelden Waalse criteria, waaraan ik als federaal minister niet kan tornen.

Op federaal niveau willen wij binnen een bepaald kader werken, met partnerships met de gewestelijke overheden, zoals dat nu al gebeurt in Vlaanderen, waar proefprojecten lopen in samenwerking met de VDAB.

01.03 Zoé Genot (ECOLO): Ik hoop dat de bevoegdheden op Waals niveau met uw antwoord duidelijker zullen worden afgelijnd.

Wat de door u vermelde partnerships betreft, meen ik dat ook de BGDA en de FOREM hierbij betrokken moeten worden.

Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het arrest van de Raad van State in verband met de benoemingsprocedure van de 10 directeurs van de federale wetenschappelijke instellingen" (nr. 1038)

- de heer Servais Verherstraeten tot de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "het schorsingsarrest van de Raad van State betreffende een benoemingsprocedure in het kader van de Copernicus-benoemingen" (nr. 163)

02.01 Marie Nagy (ECOLO): Monsieur le président, madame la ministre, le mercredi 17 décembre, le Conseil d'Etat remettait un avis donnant raison à l'une des candidates évincées qui avait déposé plainte contre la cote qu'elle avait obtenue dans le cadre des désignations des dix directeurs généraux des établissements scientifiques. Mme la directrice de l'IRPA considérait que sa candidature n'avait pas été examinée d'une manière tout à fait correcte.

Cet avis entraîne des conséquences importantes pour votre département. D'abord, il faudra probablement recommencer toute la procédure de désignation des dix directeurs des établissements scientifiques fédéraux. Il faudra recommencer les procédures pour les nominations de l'ensemble de la fonction publique intervenues au moins depuis 60 jours avant l'arrêt. Il faudra recommencer éventuellement les procédures qui ont donné lieu à des recours devant le Conseil d'Etat, utilisant l'argument du double jury. Il faudra aussi probablement changer la procédure pour toutes les nominations de la fonction publique encore à faire dans le cadre de la réforme dite Copernic.

Madame la ministre, je souhaiterais savoir si vous confirmez cette analyse?

Quelles sont les nominations qui pourraient être remises en cause et dans quels cas devraient-elles être recommencées?

Pour connaître l'ampleur du problème, combien de procédures de nomination sont-elles encore en cours dans le cadre de Copernic?

Je sais que vous pointez du doigt la réforme Copernic. Je partage plutôt votre point de vue mais comment va-t-on effectivement payer les procédures déjà entamées et quel sera le coût engendré pour le budget de l'Etat?

Madame la ministre, quelles sont les mesures concrètes que vous envisagez de prendre suite à cet avis du Conseil d'Etat?

02.02 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik wens u en alle medewerkers het allerbeste voor 2004. Mevrouw de minister, u wens ik vele mooie geschenken en alle succes toe. Ook aan de collega's politici van de andere partijen wens ik alle succes, 364 dagen lang.

Mevrouw de minister, ik hoop dat u niet dagelijks zult geconfronteerd worden met geschenken zoals dat arrest van de Raad van State. Dat wil niet zeggen dat ik niet achter dat arrest zou staan of dat het arrest voor mij onverwacht was. Eigenlijk trek ik de conclusie: recht is geschied. Uw voorganger heb ik er destijds al op gewezen, naar aanleiding van onder meer de bespreking van de functionele tweetaligheid, dat er problemen zouden rijzen. De Raad van State heeft de oppositie uiteindelijk gelijk gegeven. Ik heb toen de kritiek gegeven dat de toenmalige redering en uw voorganger de ambitie oodaaven door

02.01 Marie Nagy (ECOLO): Het arrest van de Raad van State waarbij een kandidate die haar niet-benoeming voor een van de 10 functies van directeur bij de federale wetenschappelijke instellingen aanvocht, in het gelijk werd gesteld, zou als gevolg kunnen hebben dat de procedures voor benoeming van alle 10 de directeurs van de federale wetenschappelijke instellingen moeten worden overgedaan. Hetzelfde geldt voor de procedures voor de benoemingen bij het openbaar ambt die minder dan 60 dagen vóór het arrest werden gedaan, en voor de benoemingen waartegen beroep werd ingesteld op grond van het argument van de dubbele jury. Tevens zou de procedure voor alle toekomstige benoemingen bij het openbaar ambt moeten worden gewijzigd.

Kan de minister die analyse bevestigen?

Hoeveel benoemingen dreigen er ongedaan te worden gemaakt?

Moeten er nog mensen worden benoemd in het kader van de Copernicushervorming?

Wat zou het kosten als de benoemingsprocedures zouden moeten worden overgedaan?

02.02 Servais Verherstraeten (CD&V): J'espère qu'au cours de cette année nouvelle, le premier ministre ne recevra pas chaque jour un cadeau comme l'arrêt du Conseil d'Etat. Que les choses soient claires: je souscris à l'arrêt. Le droit l'a emporté.

J'ai déjà soulevé les problèmes que pouvait entraîner la réforme Copernic. Sous la pression du PS, l'ancien ministre Luc Van den Bossche avait renoncé à son ambition d'installer à la tête de

toegevingen te doen – toegevingen die de minister wellicht persoonlijk niet wilde doen, maar die hij politiek moest doen in de schoot van de regering. Ik ben er trouwens van overtuigd dat dit onder druk van het Zuiden van het land gebeurde en onder druk van de PS. Men heeft toen de ambitie laten varen de beste ambtenaren aan de top van de administratie te krijgen. Men koos niet de allerbeste voor een job die open werd verklaard – wie het ook was, welke ook haar of zijn afkomst was – en dat kwam uiteindelijk niet ten goede van de federale administratie en bijgevolg niet ten goede van de burgers, van de mensen.

Wij hebben de ambitie de beste te benoemen laten varen door de functionele tweetaligheid in te voeren, door overgangsmaatregelen in te vullen voor de zetels en door zelfs niet te eisen dat iemand die functionele tweetaligheid moest hebben op het ogenblik dat hij in de job kwam. Zelfs dan kreeg men tijd. Bovendien liet men de uitvoeringsbesluiten niet onmiddellijk in werking treden; ze zijn op dit moment nog steeds niet in werking. Wij hebben het daar in de laatste weken van het afgelopen jaar nog over gehad, mevrouw de minister.

Tussen haakjes, wat dat betreft heb ik vernomen dat er op uw administratie zelfs briefwisseling van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht ligt – zowel daterend van de periode onder uw voorganger als reeds onder uw mandaat – met vragen omtrent de functionele tweetaligheid. Met andere woorden, er waren kritische vaststellingen inzake die functionele tweetaligheid. De kern van de wetgeving wordt daardoor geraakt: daaraan wordt afbreuk gedaan. Bovendien werd de opmerking gemaakt dat aan lagere ambtenaren hogere eisen worden gesteld dan aan hogere ambtenaren. Er waren vragen over de garantie van de gelijkheid tussen ambtenaren. Die briefwisseling met vragen om uitleg, vooraleer de Vaste Commissie voor Taaltoezicht definitief advies wilde geven, blijft blijkbaar onbeantwoord. Als die informatie klopt, mevrouw de minister, zorgt het departement waarvoor u intussen meer dan een half jaar verantwoordelijk bent, door niet te antwoorden, voor het feit dat de uitvoeringsbesluiten van die wetgeving op zich laten wachten.

Wij hebben daar dus kritiek op gegeven, mevrouw de minister. Bovendien, de ambitie om niet de beste te benoemen is voorts gebleken uit het feit dat er geen taalgemengde jury is maar twee afzonderlijke jury's. Laat ze dan nog overleg plegen, zij zijn anders samengesteld en zij zullen andere criteria kunnen toepassen, zij zullen andere nuances kunnen leggen zoals de Raad van State terecht zegt. En dat wordt niet opgelost door de minister finaal te laten beslissen, zeker in het licht van het feit dat er een politieke verdeling is voor bijvoorbeeld de voorzitters van de directiecomités, binnen de top van de administratie. Daar wordt gezegd: fiftyfifty wat de Franstalige en de Nederlandstalige kandidaten betreft. Voor de horizontale departementen zegt men dat minimum één op vier tot de andere taalrol moet behoren. Dan verlegt men de ambities. Dan opent men uiteraard de deur voor politisering. Ik blijf bij mijn standpunt om, wanneer men de ambitie heeft – het is een gezonde ambitie, het is een goede ambitie – aan de top van de federale administratie te staan, de tweetaligheid als uitgangspunt te nemen en taalgemengde jury's als uitgangspunt te nemen.

Soms kan dat in het voordeel van Nederlandstaligen spelen, maar het kan evengoed in het voordeel van Franstaligen spelen. Ik behoor niet tot de categorie van mensen die de xenofobe idee heeft dat de mensen van de ene taalrol betere kwalificaties zouden hebben dan anderen. Ik ben ervan overtuigd dat dit allemaal gelijk verdeeld moet zijn en dat men iedereen dan ook gelijke kansen moet geven. los van de taalrol waartoe

l'administration les meilleurs candidats, quelle que soit leur origine. Il a renoncé à la condition de bilinguisme et les arrêtés d'exécution n'ont pas pris effet.

L'administration de la nouvelle ministre, Mme Arena, aurait reçu un courrier de la Commission permanente de contrôle linguistique qui met en cause le bilinguisme fonctionnel. Selon la Commission, la réglementation porte atteinte à l'essence de la législation linguistique. Les critères requis pour des fonctionnaires subalternes sont de surcroît plus stricts que ceux qui sont imposés aux hauts fonctionnaires, ce qui met en cause le principe d'égalité. La ministre n'ayant pas encore répondu à la lettre de la Commission, les arrêtés d'exécution se font attendre.

Je regrette qu'il n'existe pas un seul jury mixte mais deux commissions distinctes. Même si celles-ci se concertent, on ne pourra jamais exclure certaines nuances. A mon estime, les fonctions dirigeantes doivent être occupées par des managers bilingues, sélectionnés par des jurys linguistiquement mixtes. Ce système favorisera tantôt un candidat francophone, tantôt un néerlandophone. Je ne pense pas qu'il privilégiera un groupe linguistique en particulier.

Il ne faut pas sous-estimer les conséquences de cet arrêt. Pour l'administrateur délégué de Selor, l'arrêt constitue une tentative assez adroite de saper la fonction publique fédérale tout entière. De plus, il y a des conséquences financières. De nombreuses évaluations et procédures auront sans doute été inutiles et devront peut-être être recommencées. Il en coûtera cher au contribuable. Certains services risquent de se désorganiser. La lutte contre la fraude fiscale, tellement importante, n'a aucune chance d'aboutir sans l'intervention de managers compétents. Autre facteur: cette situation démotive les fonctionnaires.

Que pense la ministre de l'arrêt? Quelles conclusions en tirera-t-

men behoort.

De Raad van State is ingegaan op hetgeen wij vroeger gezegd hebben. We moeten de gevolgen van dat arrest ook niet onderschatten. Uw kabinetschef sprak terecht van een "kerstgeschenk". De woorden van de afgevaardigd bestuurder van Selor spreken boekdelen: "Mocht dit een poging zijn om de ganse federale ambtenarij onderuit te halen, dan zou ik zeggen 'dit is niet slecht gedaan'". Dit zijn geen kleine woorden. Dit zijn geen geringe woorden. De gevolgen van dit arrest laten zich zien.

Het is terecht opgemerkt door collega Nagy, maar ik heb het in mijn interpellatie – althans schriftelijk – niet gedaan: dit heeft uiteraard ook financiële consequenties. Er zijn een groot aantal assessments en benoemingsprocedures doorlopen. Misschien zijn er daarop procedures gevolgd door kandidaten met het argument van de schending van het gelijkheidsprincipe omwille van de afwezigheid van taalgemengde jury's en wegens het feit dat er twee afzonderlijke jury's bestaan.

Er waren een hoop zinloze procedures, met alle hoge kosten van dien. Bovendien zouden we deze procedures dan mogelijkserwijs nog eens opnieuw moeten doorlopen. Veel belastinggeld gaat verloren of dreigt verloren te gaan. De organisatie op sommige diensten dreigt achteruit te gaan. De motivatie van onze ambtenaren wordt daardoor zeker niet gestimuleerd.

Mevrouw de minister, daarom heb ik ook enkele vragen aan u. Wat zal uw reactie zijn op dit arrest? Wat is uw standpunt over dit arrest? Hebt u nog rechtsmiddelen? Zo ja, gaat u die rechtsmiddelen uitputten?

Ten tweede, hoeveel Copernicus-benoemingen maken op dit ogenblik het voorwerp uit van een vernietigings- of een schorsingsberoep bij de Raad van State? Mevrouw de minister, welke conclusies trekt u uit dit arrest? Schorst u de lopende benoemingsprocedures op in het licht van dat arrest of gaat u er gewoon mee door? Wenst u de wetgeving met betrekking tot de functionele taalwetgeving en de taalgemengde jury's aan te passen? Wat zult u doen met de uitvoeringsbesluiten genomen op basis van de huidige wetgeving?

Klopt de informatie die ik heb ontvangen dat er al sedert de vorige legislatuur brieven op uw kabinet liggen die noch door uw voorganger noch door uzelf werden beantwoord? Bent u bereid de logische conclusie te trekken en de tweetaligheidsvereiste opnieuw op te leggen voor topfuncties in de administratie? Zoals u weet, ben ik daarvan voorstander.

02.03 Marie Arena, ministre: Monsieur le président, je répondrai de manière assez précise sur la situation qui m'a été enseignée le 17 décembre. Je dois vous avouer que, comme cadeau d'anniversaire, je m'attendais à mieux.

Avant tout, mon objectif est de ne pas prendre les choses à la légère, mais d'assurer une stabilité de la fonction publique le plus vite et le mieux possible, avec une garantie juridique la plus solide possible.

Où en est la situation?

L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat le 17 décembre 2003 suspend l'exécution de la décision d'une commission d'examen d'attribuer à une candidate la mention finale "moins apte" dans le cadre de la sélection du directeur général de l'Institut royal du patrimoine artistique. Cet arrêt

elle? Pourra-t-elle encore user d'autres voies de recours et compte-t-elle le faire? Combien de nominations faites dans le cadre de la réforme Copernic font l'objet d'un recours en annulation auprès du Conseil d'Etat? Les procédures de nomination actuellement en cours seront-elles suspendues? La ministre souhaite-t-elle adapter la législation? Optera-t-elle pour un jury unique de composition linguistique mixte? Exigera-t-elle le bilinguisme des fonctionnaires dirigeants? L'histoire de la lettre restée sans réponse est-elle exacte?

02.03 Minister **Marie Arena**: Dit arrest van 17 december 2003, dat in het kader van een spoedprocedure werd uitgebracht, bekritiseert het feit dat een beroep wordt gedaan op twee afzonderlijke commissies met het oog op de selectie van Franstalige en Nederlandstalige kandidaten zodat onvermijdelijk nuances in de evaluatie mogelijk zijn.

Er is dus geen sprake van functionele tweetaligheid.

a été rendu dans le cadre d'une procédure d'extrême urgence; il remet en cause le système d'une sélection parallèle, d'une part, de candidats francophones et, d'autre part, de candidats néerlandophones pour une même fonction de management. Il relève que la composition différente de deux commissions de sélection comporte inévitablement l'éventualité qu'il y aura des nuances dans les critères d'évaluation et des différences d'appréciation dans l'évaluation elle-même.

De cet argumentaire, il découle donc qu'il ne s'agit pas ici de parler du bilinguisme fonctionnel – j'y reviendrai – mais d'une éventualité de traitement différent dû au fait que les jurys, linguistiquement différents, sont composés de personnes différentes.

Dans la réglementation actuellement en vigueur, différentes garanties ont déjà été intégrées dans les procédures de sélection des managers en vue d'assurer un traitement égalitaire des candidats francophones et néerlandophones.

Premièrement, nous avons des garanties concernant le fonctionnement des commissions de sélection francophone et néerlandophone, présidées par un délégué du Selor. Ceci implique donc que le Selor, en tant qu'organisateur, coordinateur et président du jury, veille à ce qu'une norme sérieuse soit utilisée pour les deux rôles linguistiques.

Deuxièmement, des garanties en ce qui concerne la concertation entre les présidents des commissions existent également pour assurer le lien entre les évaluations de l'une et l'autre commission.

Cela étant, je me dois de prendre acte de l'arrêt du Conseil d'Etat et je ne manquerai pas d'en tirer les conclusions. Dans ce contexte, j'ai déjà demandé au Selor d'arrêter immédiatement toutes les procédures de sélection en cours. Cela concerne actuellement onze fonctions de management N-2 administrateurs au SPF Finances.

Je rappelle qu'à ce stade de la procédure, l'arrêt ne fait que suspendre l'exécution d'un acte à portée individuelle et que chaque procédure de sélection pour une fonction déterminée est une procédure autonome, susceptible de faire l'objet d'un recours distinct. Toutes les procédures de sélection pour les établissements scientifiques n'ont, jusqu'à ce jour, pas fait l'objet d'un tel recours devant le Conseil d'Etat.

S'agissant du nombre total de recours pendants devant le Conseil d'Etat à l'encontre des désignations à des fonctions de management dans lesquelles le département de la Fonction publique intervient, on en dénombre actuellement 19.

Des recours dans lesquels l'argument de double jury a été invoqué sont actuellement pendants devant le Conseil d'Etat, dans le cadre d'autres procédures de sélection pour des fonctions de management. Pour ces recours, la procédure quant au fond se poursuit toujours.

Il est donc impossible, dans l'état actuel des choses, de déterminer le nombre exact de nominations qui pourraient être remises en cause et, a fortiori, dans l'hypothèse où des procédures devraient être recommencées, le coût que cela représenterait pour le budget.

Dans le cadre de la réforme Copernic, il reste près de 130 fonctions de management à pourvoir et il s'agit pour la plupart de fonctions N-2. Il n'en demeure pas moins qu'il faudra tirer les leçons de cet arrêt pour les désignations à venir. Aussi ai-je demandé à mes services d'explorer diverses pistes pour la mise en place d'une procédure de désignation devant supprimer toute forme de traitement ou toute éventualité de

De vigerende reglementering bevat waarborgen met betrekking tot de werking van de commissies die door een afgevaardigde van Selor worden voorgezeten en waarborgen met betrekking tot het overleg tussen de voorzitters van die commissies.

Ik heb Selor gevraagd de elf lopende procedures met het oog op benoemingen tot managementfuncties N-2 bij de FOD Financiën onmiddellijk stop te zetten.

Door het arrest wordt enkel de uitvoering van een handeling met individuele draagwijdte geschorst. Elke procedure is autonoom en kan het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk beroep, wat niet het geval was voor alle procedures.

Het departement van Ambtenarenzaken is betrokken bij 19 hangende beroepen tegen aanstellingen voor managementfuncties. Het argument van de "dubbele jury" werd aangevoerd in het kader van verzoekschriften tegen andere selectieprocedures die nog altijd aan de gang zijn. Ik kan dan ook onmogelijk zeggen hoeveel benoemingen eventueel ter discussie zullen worden gesteld en wat dat zou kunnen kosten.

In het kader van het Copernicusplan zijn nog nagenoeg 130 managementfuncties, meestal N-2's, te bevestigen.

Ik heb mijn diensten opgedragen een aanstellingsprocedure uit te stippelen die elke mogelijkheid van ongelijke behandeling tussen Franstalige en Nederlandstalige kandidaten uitsluit, wat een wijziging van de reglementering zal vereisen.

Het is nog te vroeg om de kosten voor mogelijke nieuwe selectieprocedures te kunnen inschatten. Ik zal alles in het werk stellen om de kosten van de nieuwe procedure te beperken.

Voor leidinggevende functies bij de federale besturen geldt een

traitement inégal des candidats francophones et néerlandophones. Cette nouvelle approche nécessitera certainement une modification de la réglementation actuelle en la matière.

On me demande également d'évaluer le coût d'un éventuel recommencement des procédures de sélection. Il est évidemment trop tôt pour répondre, dans la mesure où il semble inévitable de remanier les procédures en profondeur, comme je l'ai déjà dit. Je peux déjà vous dire que je veillerai à limiter autant que possible le coût de la nouvelle procédure.

Enfin, pour répondre à la question du bilinguisme fonctionnel, je tiens d'abord à rappeler qu'il n'existe pas d'obligation de bilinguisme des agents occupant les fonctions dirigeantes dans les administrations fédérales. La problématique soulevée par l'arrêt du Conseil d'État me semble d'ailleurs sans rapport direct avec cette question. Il n'entre évidemment pas dans mes intentions de remettre en cause la règle en vigueur.

02.04 Marie Nagy (ECOLO): Monsieur le président, Mme la ministre nous donne une réponse qu'on peut comprendre à ce stade-ci mais qui ne lève aucune des incertitudes sur l'avenir de ces désignations. J'aimerais alors lui poser une question complémentaire car je me rends bien compte qu'il est difficile de mettre en œuvre dès maintenant les nouvelles procédures. En ce qui concerne les établissements scientifiques, les désignations étaient attendues; cela vient en complément du livre blanc. J'interrogerai votre collègue sur cet aspect précis. Le sujet est d'une importance relativement grande pour ces institutions comme pour les autres: chacun aimerait savoir comment les désignations vont être réorganisées. Mme la ministre peut-elle donner une estimation du délai nécessaire pour voir aboutir au Conseil des ministres une modification des dispositions en vigueur qui tiennent compte de l'arrêt suspensif du Conseil d'État?

02.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Mevrouw de minister mag ook dadelijk antwoorden. Ik heb geen bezwaar.

02.06 Marie Arena, ministre: En ce qui concerne ces incertitudes, je suis entièrement d'accord avec vous. C'est la raison pour laquelle j'ai précisé au départ que mon objectif était de veiller à la stabilité de la fonction publique, mais aussi à la sécurité juridique des procédures que nous allons mettre sur la table.

Je n'ai pas envie de soumettre dans la précipitation une proposition qui risque, encore une fois, d'être attaquée par le Conseil d'État, et qui replace dans une insécurité juridique les nominations que nous pourrions décider. Cela ne veut pas dire non plus qu'il faille le faire dans trois ans. Car je sais aussi qu'une fonction publique sans tête a du mal à se moderniser, à se réformer et à remplir le rôle que nous lui demandons d'exercer.

Il est, bien entendu, dans mes intentions d'agir le plus rapidement possible. Nous travaillons actuellement avec des experts juridiques pour savoir comment prendre très rapidement des décisions qui offrent la sécurité juridique, d'une part, et, de l'autre, nous permettent de gaspiller le moins d'argent possible - donc, de pouvoir confirmer un certain nombre de choses entreprises précédemment - et de nommer au plus vite.

Il faut aussi savoir que, pour les nouvelles nominations, nous attendons les nouvelles bandes salariales. De toute façon, même si nous avons

tweetaligheidsvereiste. Het arrest van de Raad van State staat hier trouwens geheel los van. Ik wil de ter zake vigerende regels ook niet ter discussie stellen.

02.04 Marie Nagy (ECOLO): Men verkeert nog altijd in het ongewisse over hoe het nu verder moet met die aanstellingen, waar de wetenschappelijke departementen nochtans echt op zitten te wachten. Ook de overige departementen zouden trouwens graag weten hoe ze een en ander moeten reorganiseren. Kan u een termijn plakken op de wijziging van de vigerende bepalingen?

02.06 Minister Marie Arena: Ik wil toezien op de stabiliteit van het openbaar ambt en zorgen voor procedures die rechtszekerheid bieden. De beslissing zal dus zeker niet overhaast worden genomen. Ze zal echter evenmin pas over drie jaar worden genomen, want een administratie zonder leiding kan niet correct functioneren. Wij werken samen met experts om tot de beste oplossingen te komen.

In het kader van de nieuwe benoemingen wachtten wij hoe dan ook op de publicatie in het "Belgisch Staatsblad" van de nieuwe loonbanden. Het is mijn bedoeling de nieuwe procedures samen met de nieuwe loonbanden ter tafel te brengen.

été au bout de la procédure sans attaque du Conseil d'Etat, nous devons attendre leur publication dans le Moniteur. Mon objectif est que, lorsque les bandes salariales seront connues, nous puissions, à travers une nouvelle procédure, effectuer des nominations dans les instituts scientifiques, mais aussi dans toutes les administrations où elles sont nécessaires et dans lesquelles il y a des trous à combler. Mon objectif est donc de faire coïncider les nominations que nous avons prévues avec les nouvelles bandes salariales.

02.07 Servais Verherstraeten (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor haar antwoord.

Mevrouw de minister, ik ga even in op uw laatste opmerkingen. U hebt vorig jaar inderdaad aangekondigd dat u tijdelijk zou stoppen met het invullen van nieuwe managementfuncties tot de nieuwe salarissen van kracht zouden zijn. Ik had van u niet verwacht dat dit maanden zou worden uitgesteld. Dit hoeft volgens mij niet zo lang te duren. Ik denk dat men zich nu niet kan verschuilen achter dit arrest en het tijdverlies dat dit betekent. Die tijd verliezen we nu ook; dus eigenlijk maakt het geen verschil uit. Ik vrees dat het wel eens veel langer zou kunnen duren vooraleer u de wetgeving hebt aangepast overeenkomstig dit schorsingsarrest. De nieuwe salarisschalen had u overigens veel sneller kunnen invoeren.

We verliezen in elk geval een pak tijd en het is de federale administratie, u als politiek verantwoordelijke en de burgers die daarvoor de rekening betalen. Ik hoor cijfers van u over het departement Financiën waar veel problemen rijzen. De fiscale fraude moet sterk aangepakt worden en we kunnen ons dan ook geen tijdverlies meer permitteren. Een aantal ambtenaren kan nu niet worden benoemd. Deze toestand blokkeert op diverse departementen de goede werking van die departementen. Dit heeft politieke consequenties. Paars is daarvoor verantwoordelijk en u te persoonlijk titel. Mevrouw de minister, u bent de voortzetting van paars, zij het dan in een veel mooiere gedaante. Paars draagt de consequenties van de fouten waarvoor wij toen hebben gewaarschuwd. Jammer genoeg dragen ook de ambtenaren de gevolgen daarvan en dit betreurt ik.

Mevrouw de minister, u zegt dat de wetgeving moet worden aangepast in functie van het arrest. Er moet echter een onderscheid worden gemaakt tussen functionele tweetaligheid en het probleem van de taalgemengde jury's. Beide hebben echter met mekaar te maken. Zij zijn als het ware in een en dezelfde wetgeving gegoten en het een staat niet los van het andere. Als men tweetaligheid vereist – het zou een hoop problemen oplossen, bijvoorbeeld in verband met vooral schandelijke Nederlandse vertalingen waarmee wij, zelfs in officiële documenten worden geconfronteerd – dan is het probleem opgelost.

Mevrouw de minister, het is een tweeling. Het is misschien een tweeeiige tweeling, maar het is een tweeling. Ze hebben met elkaar te maken. Ik blijf pleiten voor een absolute tweetaligheid van de federale top, die wordt gekoppeld aan taalgemengde jury's.

U hebt over de invulling gezegd dat er een mogelijke schending – een éventualité – is van het gelijkheidsbeginsel. Echter, doordat er een numeriek evenwicht werd doorgevoerd voor de top van de federale administratie – er moeten evenveel Franstaligen als Nederlandstaligen zijn en er mag maximaal één ongelijkheid bestaan, die wordt gecorrigeerd via Selor –, heeft men de Raad van State en ook de hele buitenwacht duidelijk gemaakt dat deze éventualité wel een heel grote éventualité is. Het gelijkheidsbeginsel wordt immers met een aan

02.07 Servais Verherstraeten (CD&V): L'an dernier, la ministre a annoncé qu'elle suspendait la sélection pour de nouvelles fonctions de management jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux traitements. Mais ce report ne doit tout de même pas perdurer des mois! Il est absurde de se retrancher derrière l'arrêt et de justifier ainsi le temps perdu. Nous pourrions attendre longtemps avant que la législation ne soit adaptée à l'arrêt suspensif. En outre, les nouvelles échelles de traitement auraient pu être instaurées beaucoup plus rapidement.

L'administration fédérale, le citoyen et la ministre - en qualité de responsable politique - font les frais de cette perte de temps. En tout état de cause, le département des Finances ne peut plus se permettre d'attendre. Pour l'heure, un certain nombre de fonctionnaires ne peuvent pas être nommés. La coalition violette et la ministre en portent la responsabilité.

La ministre estime qu'il convient de faire la distinction entre le bilinguisme fonctionnel et le problème des jurys linguistiquement mixtes. Ces deux aspects sont toutefois liés. Ils sont coulés dans une seule et même législation. Le problème serait résolu par l'instauration d'une exigence de bilinguisme associé à des jurys linguistiquement mixtes.

La ministre admet uniquement l'éventualité d'une violation du principe d'égalité. Toutefois, eu égard à l'équilibre numérique instauré au sommet de l'administration fédérale, la violation du principe d'égalité ne fait quasiment aucun doute dans certains cas.

zekerheid grenzende waarschijnlijkheid geschonden bij sommige invullingen, wanneer de aantallen zich op die manier voordoen.

Men oogst wat men zaait. Mevrouw de minister, ik hoop dat u heel spoedig met een aangepaste wetgeving bij hoogdringendheid naar het Parlement komt om de goede functionering van de administratie te bevorderen. Met die aanpassing willen wij, bijvoorbeeld wat Financiën betreft, samen met u en uw partij de strijd tegen de fiscale fraude aangaan. Wij zijn op dat vlak immers overtuigde medestanders en willen geen tijd verliezen.

J'espère que la ministre soumettra rapidement des aménagements législatifs au Parlement pour que nous puissions initier ensemble, avec elle et son parti, la lutte contre la fraude fiscale.

Mijnheer de voorzitter, in die zin dien ik dan ook een motie van aanbeveling in.

Motions

Moties

En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées. Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Une motion de recommandation a été déposée par MM. Servais Verherstraeten et Dirk Claes et est libellée comme suit:

"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de M. Servais Verherstraeten
et la réponse de la ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes
et de l'Egalité des chances,
recommande au gouvernement
d'adapter la législation linguistique de manière à rendre obligatoire le bilinguisme total des top managers et de
prévoir un jury linguistiquement mixte dans le cadre de la procédure;
d'abandonner l'équilibre numérique entre les candidats francophones et néerlandophones du management."

Een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Servais Verherstraeten en Dirk Claes en luidt als volgt:

"De Kamer,
gehoord de interpellatie van de heer Servais Verherstraeten
en het antwoord van de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen,
beveelt de regering aan
de taalwetgeving aan te passen zodat een volledige tweetaligheid van de topmanagers geëist wordt en de taalgemengde jury bij de procedure in te voeren;
de numerieke evenwichten tussen franstalige en nederlandstalige kandidaten van het management af te schaffen."

Une motion pure et simple a été déposée par MM. Filip Anthuenis, Mohammed Boukourna et Patrick Lansens et par Mme Josée Lejeune.

Een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Filip Anthuenis, Mohammed Boukourna en Patrick Lansens en door mevrouw Josée Lejeune.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close. Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

*La réunion publique de commission est levée à 14.57 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.57 uur.*